

## **ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

*Cette analyse contient des déclarations prospectives selon la U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995, et il est de notre intention que de telles déclarations prospectives soient sujettes aux règles d'exonération prévues par cette loi. Les déclarations prospectives sont des déclarations ne renfermant aucun renseignement historique et n'étant aucunement liées à la situation actuelle. Des mots comme « peut », « s'attend à », « croit », « planifie », « prévoit », « a l'intention de », « pourrait », « estime », « continue », des expressions similaires ou leurs négatives identifient des déclarations prospectives. De plus, toute déclaration concernant nos attentes, nos prévisions ou toute autre description ayant trait aux événements ou aux circonstances à venir est considérée comme étant une déclaration prospective. Les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de notre rendement futur et comportent des risques et des incertitudes. Les résultats réels peuvent différer de façon appréciable de ceux des déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont notamment l'incertitude macroéconomique ainsi que les dépenses en capital et l'ampleur des déploiements de réseaux dans les secteurs des télécommunications (dont l'adaptation rapide de nos structures de coûts aux conditions économiques anticipées et la gestion de nos niveaux de stocks en fonction de la demande du marché), les conditions économiques, concurrentielles, financières et de marché futures, la consolidation de l'industrie mondiale des tests et de l'assurance de services de télécommunications et la compétition accrue dans le marché, la capacité d'adapter notre offre de produits aux changements technologiques futurs; la difficulté de prévoir le volume et le calendrier des commandes des clients, les taux de change instables, la concentration des ventes, le lancement en temps opportun de nos produits et l'accueil du marché quant à nos nouveaux produits et à d'autres produits futurs, notre capacité à développer avec succès nos activités internationales, notre capacité à intégrer avec succès les entreprises que nous acquérons ainsi que notre capacité à maintenir un personnel technique et de gestion qualifié. Les hypothèses, d'après ce qui précède, impliquent des jugements et des risques qui sont difficiles ou impossibles à prévoir et dont plusieurs sont hors de notre contrôle. D'autres facteurs de risque qui peuvent influencer notre rendement futur et nos opérations sont détaillés dans notre rapport annuel selon le Formulaire 20-F et dans nos autres dépôts auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission et des commissions canadiennes des valeurs mobilières. Nous jugeons que les attentes mentionnées dans ces déclarations prospectives sont raisonnables, compte tenu de l'information actuellement disponible, mais nous ne pouvons pas vous assurer qu'elles s'avéreront exactes. Par conséquent, vous ne devriez pas faire preuve d'une confiance totale en ces déclarations prospectives. Ces déclarations sont valables seulement en date du présent document. À moins que ce ne soit requis par la loi ou la réglementation, nous ne nous engageons pas à réviser ou à mettre à jour ces déclarations afin qu'elles reflètent les événements ou circonstances survenant après la date de ce document. Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés.*

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est datée du 24 novembre 2014.

Tous les montants inscrits sont en dollars US, à moins d'avis contraire.

### **SURVOL DE L'ENTREPRISE**

Nous sommes un important fournisseur de solutions de test, d'assurance de services et de qualité d'expérience bout-en-bout de pointe destinées aux opérateurs de réseaux filaires et sans fil et aux fabricants d'équipement de l'industrie mondiale des télécommunications. Grâce à leurs analyses définies en fonction du contexte, nos solutions intelligentes rehaussent la qualité d'expérience de l'utilisateur ultime, améliorent le rendement du réseau et génèrent une efficacité opérationnelle tout au long du réseau et du cycle de vie des services. Nous concentrons nos efforts sur des créneaux de marché à fort potentiel de croissance liés à l'augmentation de la bande passante et à l'amélioration de la qualité de l'expérience sur les infrastructures de réseaux : les réseaux 4G/LTE (*long-term evolution*, ou évolution à long terme), de liaison mobile, les petites cellules et les systèmes d'antennes distribuées (DAS), la transition des réseaux vers la transmission à 100G, ainsi que les déploiements de fibre jusqu'au domicile (*fiber-to-the-home*, ou FTTH), jusqu'au trottoir (*fiber-to-the-curb*, ou FTTC) et jusqu'au nœud (*fiber-to-the-node*, ou FTTN).

Notre succès est grandement attribuable à notre expertise fondamentale, qui consiste à développer des appareils de test pour les réseaux filaires. Ces solutions sont disponibles sous la forme d'appareils de test portatifs, de plateformes modulaires portatives et de plateformes modulaires montées sur châssis. Basées sur l'architecture PC, nos plateformes ouvertes, combinées aux applications logicielles de type « nuage » peuvent être transformées en un environnement de test entièrement connecté appelé l'écosystème FTB. Tirant profit de la connectivité de la plateforme, les clients peuvent localiser tous leurs appareils de test, gérer les mises à jour logicielles et planifier les procédures d'étalonnage. Toutes les données de test recueillies par l'écosystème FTB peuvent être sauvegardées dans une base de données centralisée et servir de point de référence pour les mesures ultérieures. En conséquence, cet environnement de test amélioré permet aux clients d'accroître la productivité et de réduire leurs coûts d'exploitation.

Au fil des ans, nous avons élargi notre éventail de produits pour ajouter l'assurance de services des réseaux IP (protocole Internet) de pointe et des instruments de test destinés aux réseaux sans fil 2G, 3G et 4G/LTE. Notre solution d'assurance de services, appelée le système Brix, combine des appareils, des logiciels et des sondes qui procurent une visibilité bout-en-bout de la qualité de service et de la qualité d'expérience, et qui permettent la surveillance en temps réel des services IP et la vérification des réseaux IP de nouvelle génération. Conçu selon une architecture distribuée, le système Brix permet le bon déploiement et l'exploitation rentable des applications et services IP de voix, de vidéo et de données et assure un service à travers les réseaux filaires et sans fil.

Notre éventail d'appareils de test 2G, 3G et 4G/LTE consiste principalement en des simulateurs de réseaux et des analyseurs de protocoles. Nos simulateurs de réseaux simulent, dans un environnement de laboratoire, le trafic réel et à grande échelle transporté par les réseaux, ainsi que le comportement des utilisateurs, afin de prédire la façon dont les réseaux réagiront, de découvrir les défauts et d'optimiser les réseaux sans fil avant qu'ils ne soient déployés avec tous leurs services. Nos analyseurs de protocoles analysent les composants des réseaux mobiles afin d'en vérifier le fonctionnement compte tenu des spécifications de la technologie du sans-fil, pour voir si ces composants interagissent de façon efficace lorsqu'ils sont combinés en réseau, et si le réseau activé fonctionne bien.

Les avantages concurrentiels de nos produits comprennent un haut niveau d'innovation, la modularité (notamment pour les produits destinés aux réseaux filaires) et la facilité d'utilisation. En définitive, nos produits permettent aux opérateurs et aux fabricants d'équipement de réseaux de concevoir, de déployer, de dépanner et de surveiller les réseaux filaires et sans fil et, ce faisant, de les aider à réduire le coût d'exploitation de leurs réseaux.

Nous avons approximativement 1600 employés répartis dans 25 pays et desservant plus de 2000 clients dans près de 100 pays à travers le monde. Nous exploitons trois usines de fabrication qui sont situées à Québec, au Canada, à Shenzhen, en Chine, et à Oulu, en Finlande. Nous avons également cinq principaux centres d'expertise en recherche et en développement qui sont situés à Boston, Toronto, Montréal, Québec et Oulu, et qui sont soutenus par un centre de conception de logiciels situé en Inde.

Nous avons lancé 24 nouveaux produits ou améliorations majeures au cours de l'exercice 2014. Parmi les nouveaux produits clés lancés en 2014, on note entre autres un module de test optique et Ethernet tout-en-un qui accélère le déploiement et le dépannage des réseaux de liaison mobiles, des petites cellules et des réseaux Ethernet, une solution de surveillance qui procure une visibilité bout-en-bout du rendement de l'infrastructure du réseau grâce à un système distribué capable de scruter des millions d'éléments de réseau, la plus petite plateforme sur le marché à être conçue pour les tests multitechnologies haute vitesse sur le terrain, une solution d'assurance de services qui permet aux opérateurs de réseaux mobiles d'effectuer une surveillance proactive et d'assurer la qualité de l'expérience liée aux déploiements de services de voix-sur-LTE (VoLTE), une série d'OTDR de format tablette qui simplifie et accélère les tests sur les réseaux fixes et mobiles, ainsi qu'une sonde d'inspection de la fibre automatisée qui élimine les risques d'erreur et réduit la durée des inspections de connecteurs de fibre de plus de 50 %.

Nous avons rapporté des ventes de 230,8 millions \$ au cours de l'exercice 2014, ce qui représente une baisse de 4,7 % par rapport aux 242,2 millions \$ de 2013.

Au cours de l'exercice 2014, nous avons généré un bénéfice net de 783 000 \$, ou 0,01 \$ l'action diluée, comparativement à 1,3 million \$, ou 0,02 \$ l'action diluée, en 2013. Au cours de l'exercice 2014, le bénéfice net incluait un montant de 4,1 millions \$ en amortissement après impôts sur les bénéfices des actifs incorporels, un montant de 1,7 million \$ en charges de rémunération à base d'actions et un gain de change de 1,6 million \$. Au cours de l'exercice 2013, le bénéfice net incluait un montant de 6,4 millions \$ en amortissement après impôts sur les bénéfices des actifs incorporels, un montant de 1,8 million \$ en charges de rémunération à base d'actions, un montant de 0,1 million \$ en frais de restructuration après impôts sur les bénéfices et un gain de change de 4,1 millions \$.

Le BAIIA ajusté (bénéfice net avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement, frais de restructuration, charges de rémunération à base d'actions et gain de change) était de 14,4 millions \$, ou 6,2 % des ventes, au cours de l'exercice 2014, comparativement à 17,3 millions \$, ou 7,2 % des ventes en 2013. Voir plus loin dans le présent document pour un rapprochement complet du BAIIA ajusté et du bénéfice net selon les IFRS.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, nous avons acquis les actifs de ByteSphere LLC, une entreprise située dans la région de Boston et spécialisée dans les solutions logicielles de gestion des technologies de l'information et de surveillance de réseaux. Cette transaction étend notre offre d'assurance de services à la visibilité du rendement de l'infrastructure grâce à des solutions évolutives de scrutation des dispositifs et des éléments du réseau. Également, au cours du quatrième trimestre, nous avons acquis des actifs d'Aito Technologies Ltd, un fournisseur finlandais de solutions d'analyse de l'expérience client destinées aux opérateurs de réseaux sans fil. Ces deux acquisitions ne sont pas significatives individuellement et collectivement. Les prix d'achat ont été alloués aux actifs incorporels.

Le 8 janvier 2014, nous avons annoncé que notre conseil d'administration avait autorisé le renouvellement de notre programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités sur le marché secondaire, et ce, jusqu'à concurrence de 10 % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation, soit 2 043 101 actions à droit de vote subalterne au prix en vigueur sur le marché. La période du programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités a débuté le 13 janvier 2014 et se terminera le 12 janvier 2015.

## **Ventes**

Nous vendons nos produits à une clientèle diversifiée située dans environ 100 pays, grâce à notre réseau direct de vente et à des partenaires de vente tels que des représentants et des distributeurs. La plupart de nos ventes sont libellées en dollars US et en euros.

Au cours des exercices 2012, 2013 et 2014, aucun client n'a constitué plus de 10 % de nos ventes et notre client le plus important représentait respectivement 4,4 %, 6,1 % et 6,1 % de nos ventes.

Nous croyons que nous avons un vaste éventail de produits, une clientèle diversifiée, ainsi qu'une bonne répartition géographique de nos ventes, ce qui nous confère une protection raisonnable quant à la concentration des ventes et au risque de crédit.

## **Coût des ventes**

Le coût des ventes comprend le coût des matières premières, les salaires et les dépenses afférentes à la main-d'œuvre de production directe et indirecte, ainsi que les frais généraux de fabrication. Les charges liées aux stocks excédentaires et désuets ainsi qu'aux rebuts sont également incluses dans le coût des ventes. Cependant, le coût des ventes n'inclut pas l'amortissement, lequel est présenté distinctement dans les états des résultats.

## **Charges d'exploitation**

Nous classons nos charges d'exploitation en trois catégories principales : les frais de vente et d'administration, les frais de recherche et de développement, et les dépenses d'amortissement.

Les frais de vente et d'administration se composent essentiellement de salaires et des dépenses afférentes, de commissions de vente, de frais de déplacement, de coûts des programmes de mise en marché, de services professionnels, de frais relatifs aux systèmes d'information et aux ressources humaines, ainsi que d'autres charges du siège social.

Les frais de recherche et de développement bruts se composent essentiellement des salaires et des dépenses afférentes des ingénieurs et des autres membres du personnel technique, du coût du matériel ainsi que des honoraires versés aux experts-conseils. Nous sommes admissibles à des crédits d'impôt à la recherche et au développement et à des subventions pour les activités de recherche et de développement effectuées au Canada et en Finlande. Les crédits d'impôt à la recherche et au développement et les subventions sont comptabilisés en diminution des frais de recherche et de développement bruts.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars US, sauf les données par action et en pourcentage des ventes pour les exercices indiqués)

Données tirées des états des résultats consolidés <sup>1</sup> :						
	2014	2013	2012	2014	2013	2012
Ventes.....	230 806 \$	242 150 \$	249 966 \$	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coût des ventes <sup>2</sup> .....	86 836	92 469	91 792	37,6	38,2	36,7
Frais de vente et d'administration .....	86 429	88 756	94 139	37,4	36,6	37,7
Frais de recherche et de développement nets .....	44 846	45 444	49 854	19,4	18,8	19,9
Amortissement des immobilisations corporelles.....	4 995	6 028	6 169	2,2	2,5	2,5
Amortissement des actifs incorporels.....	4 398	6 643	7 819	1,9	2,7	3,1
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle en espèces.....	-	-	(311)	-	-	(0,1)
Intérêts et autres revenus.....	(326)	(113)	(131)	(0,1)	-	(0,1)
(Gain) perte de change .....	(1 634)	(4 082)	657	(0,7)	(1,7)	0,3
Bénéfice (perte) avant les impôts sur les bénéfices .....	5 262	7 005	(22)	2,3	2,9	-
Impôts sur les bénéfices .....	4 479	5 664	3 571	2,0	2,3	1,4
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice ...	783 \$	1 341 \$	(3 593)\$	0,3 %	0,6 %	(1,4) %
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action .....	0,01 \$	0,02 \$	(0,06) \$			
Autres informations :						
Bénéfice brut <sup>3</sup> .....	143 970 \$	149 681 \$	158 174 \$	62,4 %	61,8 %	63,3 %
Données relatives à la recherche et au développement :						
Frais de recherche et de développement bruts .....	52 423 \$	54 334 \$	59 282 \$	22,7 %	22,4 %	23,7 %
Frais de recherche et de développement nets.....	44 846 \$	45 444 \$	49 854 \$	19,4 %	18,8 %	19,9 %
Frais de restructuration inclus dans le (les) :						
Coût des ventes .....	- \$	- \$	264 \$	- %	- %	0,1 %
Frais de vente et d'administration.....	- \$	- \$	1 181 \$	- %	- %	0,5 %
Frais de recherche et de développement nets.....	- \$	89 \$	884 \$	- %	- %	0,4 %
BAIIA ajusté <sup>3</sup> .....	14 391 \$	17 338 \$	18 372 \$	6,2 %	7,2 %	7,3 %
Données tirées des bilans consolidés <sup>1</sup> :						
Actifs totaux.....	278 031 \$	281 538 \$	306 683 \$			
Dettes à long terme (excluant la portion à court terme) .....	- \$	- \$	282 \$			

1) Les données tirées des états des résultats consolidés et des bilans consolidés proviennent de nos états financiers consolidés préparés selon les IFRS, telles que publiées par le Bureau international des normes comptables, à l'exception des mesures non conformes aux IFRS<sup>3</sup>.

2) Le coût des ventes n'inclut pas l'amortissement, lequel est présenté séparément.

3) Se référer à la page 24 pour les mesures non conformes aux IFRS.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

### Ventes et commandes

#### *Comparaison entre l'exercice 2014 et l'exercice 2013*

Au cours de l'exercice 2014, nos ventes ont atteint 230,8 millions \$, soit une baisse de 4,7 % comparativement aux 242,2 millions \$ en 2013, alors que nos commandes ont atteint 240,4 millions \$, soit une hausse de 3,0 % comparativement aux 233,5 millions \$ en 2013, pour un rapport commandes-facturation de 1,04 (0,96 en 2013).

La baisse des ventes au cours de l'exercice 2014 comparativement à 2013 est principalement liée au calendrier et à la nature des commandes reçues lors de l'exercice 2014, ce qui s'est traduit par une hausse importante de notre carnet de commandes à la fin de 2014 comparativement à 2013. En fait, certaines commandes reçues lors de l'exercice 2014 n'ont pu être expédiées et/ou constatées aux ventes, compte tenu du calendrier et/ou de la nature de celles-ci, puisque dans certains cas, elles consistaient en d'importants systèmes dont la constatation des revenus est conditionnelle à leur installation et à l'acceptation du client.

Plus précisément, au cours de l'exercice 2014, la majeure partie de la baisse de nos ventes d'un exercice à l'autre provient de la première moitié de l'exercice en Amérique, compte tenu que les conditions de marché ont été difficiles dans cette région au cours de cette période, en raison de retards dans les commandes et d'un niveau de dépenses plus faible, notamment chez nos clients importants. Bien qu'au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2014 nous ayons bénéficié de projets et d'initiatives stratégiques qui avaient été repoussées à plus tard au cours de l'exercice 2014, ainsi que de l'approbation tardive des budgets de la part de clients importants, et bien que nous ayons enregistré une hausse des ventes et des commandes au cours de cette période comparativement à la même période de l'exercice précédent, ce ne fut pas suffisant pour compenser la baisse des ventes subie lors de la première moitié de l'exercice en Amérique.

En plus des explications ci-dessus, au cours de la première moitié de l'exercice 2013, nous avons bénéficié dans une certaine mesure de dépenses budgétaires de fin d'année civile de la part des opérateurs de réseaux en Amérique, alors que nous n'en avons pas bénéficié au cours de la première moitié de l'exercice 2014, en raison d'une gestion serrée des budgets au cours de cette période, ce qui a réduit nos ventes d'un exercice à l'autre. L'ampleur des dépenses budgétaires de fin d'année civile peut varier d'un exercice à l'autre.

Les ventes en Europe, Moyen-Orient et Afrique ainsi qu'en Asie-Pacifique ont également diminué d'un exercice à l'autre au cours de l'exercice 2014. La baisse des ventes dans ces régions est également principalement attribuable au calendrier des ventes, puisque les commandes ont augmenté d'un exercice à l'autre dans ces deux régions en 2014.

Également, au cours de l'exercice 2014, nous avons subi une concurrence et une pression sur les prix accrues, ce qui a réduit nos ventes et nos commandes par rapport à 2013.

Enfin, au cours de l'exercice 2014, nos ventes incluent des pertes de change sur nos contrats de change à terme de 909 000 \$ comparativement à des gains de 380 000 \$ en 2013, ce qui a contribué à diminuer nos ventes de 0,5 % d'un exercice à l'autre.

Dans l'ensemble, au cours des quatre derniers semestres, nos commandes ont atteint 117,7 millions \$, 115,8 millions \$, 116,6 millions \$ et 123,8 millions \$, démontrant ainsi un retour en mode croissance.

#### *Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012*

Au cours de l'exercice 2013, nos ventes ont atteint 242,2 millions \$, soit une baisse de 3,1 % comparativement aux 250,0 millions \$ en 2012, et nos commandes ont atteint 233,5 millions \$, soit une baisse de 4,6 % comparativement aux 244,8 millions \$ en 2012, pour un rapport commandes-facturation de 0,96 en 2013.

Au cours de l'exercice 2013, les conditions du marché de l'industrie des télécommunications étaient difficiles en raison d'un environnement macroéconomique incertain, caractérisé par des marchés difficiles dans plusieurs pays européens et des dépenses inégales des opérateurs de réseaux dans la région de l'Asie-Pacifique, alors que les investissements en Amérique ont été plus soutenus. De plus, les opérateurs de réseaux ont cherché à rentabiliser leurs investissements dans les réseaux fixes et mobiles de nouvelle génération, compte tenu du fait que les services de données génèrent une croissance de revenus inférieure à ce qu'ils requièrent en matière d'investissement. Par conséquent, les opérateurs de réseaux ont réévalué leurs modèles opérationnels et leurs niveaux de dépenses dans le but d'accroître leur rentabilité.

De plus, au cours de l'exercice 2013, nous avons subi une concurrence et une pression sur les prix accrues, ce qui a réduit nos ventes et nos commandes par rapport à 2012.

Également, au cours de l'exercice 2013, les dépenses budgétaires de fin d'année civile de la part des opérateurs de réseaux ont été encore plus limitées que lors de l'exercice précédent, ce qui a réduit davantage nos ventes et nos commandes pour cet exercice, comparativement à 2012.

Enfin, au cours de l'exercice 2013, nos ventes incluaient des gains de change sur nos contrats de change à terme de 380 000 \$ comparativement à 1,1 million \$ en 2012, ce qui a contribué à diminuer nos ventes de 0,3 % d'un exercice à l'autre.

Cependant, au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2013, nous avons constaté une certaine amélioration aux États-Unis, alors que nous avons enregistré une croissance des ventes dans cette région d'un exercice à l'autre, en partie en raison des déploiements de réseaux 4G/LTE et 100G.

De plus, au cours de l'exercice 2013, nous avons expédié d'importantes commandes à deux grands opérateurs de réseaux pour le testeur de cuivre, de DSL et de services multiples MaxTester 635. Nous n'avons pas eu de telles commandes au cours de l'exercice 2012.

### ***Répartition géographique***

Au cours des exercices 2013 et 2014, les ventes en Amérique, en Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMOA) ainsi qu'en Asie-Pacifique (APAC) ont constitué respectivement 53 %, 28 % et 19 % des ventes, comparativement à 52 %, 29 % et 19 % respectivement en 2012.

### **BÉNÉFICE BRUT (mesure non conforme aux IFRS, se référer à la page 24 du présent document)**

Le bénéfice brut s'est élevé à 62,4 % des ventes au cours de l'exercice 2014, comparativement à 61,8 % en 2013 et 63,3 % en 2012.

### ***Comparaison entre l'exercice 2014 et l'exercice 2013***

La hausse de notre bénéfice brut au cours de l'exercice 2014, comparativement à 2013, est due aux facteurs suivants :

Au cours de l'exercice 2014, une composition des produits vendus plus favorable, incluant notamment certains produits à fort contenu de logiciels générant de fortes marges bénéficiaires, s'est traduite par une hausse de notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre. Notamment, au cours de l'exercice 2013, nous avons expédié d'importantes commandes de nos solutions de test sur cuivre à plus faibles marges, ce qui a eu un effet négatif sur notre bénéfice brut lors de cet exercice. Nous n'avons pas eu de telles commandes en 2014.

Par ailleurs, la hausse de notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre a été compensée en partie par les facteurs suivants :

Au cours de l'exercice 2014, un niveau de ventes plus faible comparativement à 2013 (4,7 %), s'est traduit par une absorption plus faible de nos coûts fixes de production, ce qui a entraîné une baisse de notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

De plus, au cours de l'exercice 2014, une pression accrue sur les prix a eu un effet négatif sur notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

Également, au cours de l'exercice 2014, nous avons enregistré des dépréciations de stocks de 4,6 millions \$ comparativement à 4,1 millions \$ en 2013, ce qui a contribué à réduire notre bénéfice brut de 0,3 % d'un exercice à l'autre.

Enfin, au cours de l'exercice 2014, nos ventes incluaient des pertes de change sur nos contrats de change à terme de 909 000 \$ comparativement à des gains de change de 380 000 \$ en 2013, ce qui a contribué à réduire notre bénéfice brut de 0,1 % d'un exercice à l'autre.

#### ***Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012***

La baisse de notre bénéfice brut au cours de l'exercice 2013, comparativement à 2012, est due aux facteurs suivants :

Au cours de l'exercice 2013, une composition des produits vendus moins favorable s'est traduite par une baisse de notre bénéfice brut comparativement à 2012. Notamment, au cours de l'exercice 2013, nous avons expédié d'importantes commandes de nos solutions de test sur cuivre à plus faibles marges.

De plus, une pression accrue sur les prix au cours de l'exercice 2013, comparativement à 2012, s'est traduite par une baisse de notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

Également, au cours de l'exercice 2013, des ventes plus faibles comparativement à la même période de l'exercice précédent (3,1 %) ont causé une absorption plus faible de nos coûts fixes de production, ce qui a entraîné une baisse de notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

Aussi, au cours de l'exercice 2012, nos dépenses de garantie ont été inférieures par rapport à l'exercice 2013, ce qui a eu un effet positif sur notre bénéfice brut en 2012.

De plus, au cours de l'exercice 2013, compte tenu de la baisse de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US, nous avons enregistré dans nos ventes des gains de change moins élevés sur nos contrats de change à terme par rapport à 2012, ce qui a eu un effet négatif sur notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

Enfin, la baisse de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US a eu un impact négatif sur notre bénéfice brut en 2013 comparativement à 2012. En effet, nos coûts d'approvisionnement ont augmenté au fur et à mesure de la baisse de la valeur du dollar canadien comparativement au dollar US, puisqu'une portion importante de nos achats est effectuée en dollars US et que nos achats de matières premières en dollars US sont mesurés en dollars canadiens dans nos états financiers.

Cependant, au cours de l'exercice 2013, une portion plus importante de nos ventes provenait de produits fabriqués dans nos installations manufacturières en Chine, comparativement à 2012, ce qui a permis de limiter la baisse de notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre. Ces produits ont un coût de revient plus faible que ceux qui sont fabriqués dans nos installations canadiennes et finlandaises.

Enfin, au cours de l'exercice 2012, nous avons encouru des frais de restructuration de 264 000 \$ (aucun en 2013) dans le coût des ventes, ce qui a eu un impact négatif de 0,1 % sur notre bénéfice brut de cet exercice.



### ***Perspectives pour l'exercice 2015***

Compte tenu de la croissance prévue des ventes, de la hausse prévue des ventes de nos solutions de test de protocoles et des produits et services à fort contenu de logiciels, de la conception de nos produits axée sur la réduction des coûts, ainsi que du contrôle serré de nos coûts, nous croyons que notre bénéfice brut augmentera à l'avenir. Cependant, notre bénéfice brut peut fluctuer d'un trimestre à l'autre, compte tenu de la composition des produits vendus et du fait que nos ventes peuvent fluctuer. De plus, une pression accrue sur les prix exercée par la concurrence, la concentration et/ou la consolidation de clients, une augmentation des coûts d'obsolescence et de garantie, des changements dans la répartition des clients, une absorption plus faible des coûts fixes de fabrication, une augmentation du nombre de produits offerts par d'autres fournisseurs dans notre industrie, ainsi que des taux de change défavorables peuvent affecter notre bénéfice brut.

### **FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION**

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 86,4 millions \$, 88,8 millions \$ et 94,1 millions \$ au cours des exercices 2014, 2013 et 2012 respectivement. En pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration étaient de 37,4 %, 36,6 % et 37,7 % pour les exercices 2014, 2013 et 2012 respectivement.

#### ***Comparaison entre l'exercice 2014 et l'exercice 2013***

Au cours de l'exercice 2014, malgré l'inflation et les hausses salariales, nous avons réduit nos frais de ventes et d'administration comparativement à 2013, en raison du contrôle serré de nos coûts et de la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien d'un exercice à l'autre, puisqu'une portion importante de ces frais est libellée dans cette devise alors que nous publions nos résultats en dollars US.

De plus, au cours de l'exercice 2014, les commissions versées à nos différents canaux de ventes ont été inférieures comparativement à 2013, en raison d'un niveau de ventes plus faible d'un exercice à l'autre.

Au cours de l'exercice 2014, bien que nos frais de vente et d'administration aient diminué en dollars d'un exercice à l'autre, ils ont augmenté en pourcentage des ventes, puisque nos ventes ont diminué d'un exercice à l'autre et qu'une portion importante de ces frais est relativement fixe à court terme.

#### ***Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012***

Au cours de l'exercice 2013, nos frais de vente et d'administration, notamment nos salaires et bénéfices marginaux ainsi que nos frais de déplacement, ont diminué d'un exercice à l'autre, en raison du contrôle serré de nos coûts et des effets de notre plan de restructuration mis sur pied en 2012.

De plus, au cours de l'exercice 2012, nous avons enregistré des frais de restructuration de 1,2 million \$, ou 0,5 % des ventes (zéro en 2013), dans nos frais de vente et d'administration, à la suite des mises à pied effectuées dans le cadre de notre plan de restructuration de 2012.

Enfin, au cours de l'exercice 2013, les commissions versées à nos différents canaux de ventes ont été inférieures comparativement à 2012, en raison d'un niveau de ventes plus faible d'un exercice à l'autre.

### ***Perspectives pour l'exercice 2015***

Pour l'exercice 2015, nous prévoyons que nos frais de vente et d'administration devraient diminuer en pourcentage des ventes et se situer entre 34 % et 36 %. Cependant, toute hausse de la valeur du dollar canadien et de l'euro par rapport au dollar US au cours des prochains trimestres contribuera à accroître nos frais de vente et d'administration, puisqu'une portion importante de ces frais est libellée dans ces devises alors que nous publions nos résultats en dollars US.

## **FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT**

### ***Frais de recherche et de développement bruts***

Les frais de recherche et de développement bruts ont totalisé 52,4 millions \$, 54,3 millions \$ et 59,2 millions \$ pour les exercices 2014, 2013 et 2012 respectivement. En pourcentage des ventes, les frais de recherche et de développement bruts ont respectivement représenté 22,7 %, 22,4 % et 23,7 % des ventes pour les exercices 2014, 2013 et 2012, alors que les frais de recherche et de développement nets ont représenté 19,4 %, 18,8 % et 19,9 % des ventes pour ces exercices respectifs.

### ***Comparaison entre l'exercice 2014 et l'exercice 2013***

Au cours de l'exercice 2014, la hausse de la valeur moyenne du dollar US comparativement au dollar canadien et à la roupie indienne, d'un exercice à l'autre, a eu un effet positif sur nos frais de recherche et de développement bruts, puisqu'une portion de ces frais est libellée dans ces devises alors que nous publions nos résultats en dollars US.

De plus, au cours de l'exercice 2013, nos frais de recherche et de développement bruts incluaient des frais de restructuration de 89 000 \$, comparativement à zéro au cours du présent exercice.

Par ailleurs, au cours de l'exercice 2014, l'inflation, les hausses salariales, ainsi qu'un changement de la composition et du calendrier des projets de recherche et de développement se sont traduits par une hausse de nos frais de recherche et de développement brut d'un exercice à l'autre.

Une portion importante de nos frais de recherche et de développement bruts est relativement fixe à court terme et ils fluctuent en pourcentage des ventes lorsque nos ventes fluctuent.

### ***Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012***

Au cours de l'exercice 2013, nos frais de recherche et de développement bruts, notamment nos salaires et bénéfices marginaux, ont diminué d'un exercice à l'autre, en raison du contrôle serré de nos coûts et des effets de notre plan de restructuration mis sur pied en 2012.

De plus, au cours de l'exercice 2012, nous avons enregistré des frais de restructuration de 884 000 \$, ou 0,4 % des ventes, dans nos frais de recherche et de développement bruts, à la suite des mises à pied effectuées dans le cadre de notre plan de restructuration de 2012, comparativement à 89 000 \$ en 2013.

Également, au cours de l'exercice 2013, un changement de la composition et du calendrier de nos projets de recherche et de développement s'est traduit par une baisse de nos frais de recherche et de développement bruts, notamment les frais de consultation, de sous-traitants et de matériaux, comparativement à 2012.

Enfin, au cours de l'exercice 2013, la hausse de la valeur moyenne du dollar US comparativement à la roupie indienne, d'un exercice à l'autre, a eu un effet positif sur nos frais de recherche et de développement bruts, puisqu'une portion de ces frais est libellée dans cette devise alors que nous publions nos résultats en dollars US.

### ***Crédits d'impôt et subventions***

Nous avons droit à des crédits d'impôt de la part du gouvernement fédéral canadien et des gouvernements provinciaux pour nos activités de recherche et de développement admissibles effectuées au Canada. Nous sommes également admissibles à des subventions octroyées par un organisme finlandais dans le domaine des technologies pour certains projets de recherche et de développement effectués en Finlande.

Les crédits d'impôt et les subventions pour les activités de recherche et de développement étaient de 7,6 millions \$, 8,9 millions \$ et 9,4 millions \$ pour les exercices 2014, 2013 et 2012 respectivement. En pourcentage des frais de recherche et de développement bruts, les crédits d'impôt et les subventions étaient de 14,5 %, 16,4 % et 15,9 % au cours des exercices 2014, 2013 et 2012.

#### ***Comparaison entre l'exercice 2014 et l'exercice 2013***

La baisse de nos crédits d'impôt et subventions au cours de l'exercice 2014, comparativement à 2013, provient de la baisse des taux de crédits d'impôt à la recherche et au développement statutaire fédéral canadien et provincial ainsi que de la hausse de la valeur moyenne du dollar US comparativement au dollar canadien d'un exercice à l'autre, puisque nos crédits d'impôt sont libellés dans cette devise et que nous publions nos résultats en dollars US.

Au cours de l'exercice 2014, la baisse de nos crédits d'impôt et de nos subventions en pourcentage des frais de recherche et de développement bruts, comparativement à 2013, provient de la baisse des taux de crédits d'impôt à la recherche et au développement statutaire fédéral canadien et provincial.

#### ***Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012***

La baisse de nos crédits d'impôt et subventions au cours de l'exercice 2013 comparativement à 2012 provient de la baisse de nos frais de recherche et de développement bruts d'un exercice à l'autre, puisque nous étions admissibles aux mêmes programmes de crédits d'impôt et de subventions d'un exercice à l'autre.

#### ***Perspectives pour l'exercice 2015***

Au cours de l'exercice 2015, nous prévoyons que nos frais de recherche et de développement nets devraient se situer entre 18 % et 20 % des ventes, ce qui tient compte de la baisse des taux de crédits d'impôt à la recherche et au développement au Canada. Cependant, toute hausse de la valeur du dollar canadien, de l'euro et de la roupie indienne par rapport au dollar US au cours des prochains trimestres contribuera à accroître nos frais de recherche et de développement nets, puisque la majeure partie de ces frais est libellée dans ces devises alors que nous publions nos résultats en dollars US.

### **AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Au cours de l'exercice 2014, la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles était de 5,0 millions \$, comparativement à 6,0 millions \$ en 2013 et 6,2 millions \$ en 2012.

#### ***Comparaison entre l'exercice 2014 et l'exercice 2013***

La baisse de notre dépense d'amortissement au cours de l'exercice 2014, comparativement à 2013 est due au fait que certains actifs sont devenus complètement amortis au cours de l'exercice 2013 ainsi qu'à la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne d'un exercice à l'autre, puisque notre dépense d'amortissement est majoritairement libellée dans ces devises alors que nous publions nos résultats en dollars US.

### **AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS**

À la suite des acquisitions complétées lors des derniers exercices, nous avons enregistré des actifs incorporels qui consistent principalement en des technologies acquises, des relations clients et un nom commercial. De plus, les actifs incorporels incluent les logiciels. Ces actifs incorporels ont entraîné une dépense d'amortissement de 4,4 millions \$, 6,6 millions \$ et 7,8 millions \$ pour les exercices 2014, 2013 et 2012 respectivement.

La baisse de notre dépense d'amortissement au cours de l'exercice 2014, comparativement à 2013, est due au fait que les technologies acquises liées à l'acquisition de Brix Networks Inc. (acquise en 2008) sont devenues complètement amorties au cours de l'exercice 2013. De plus, au cours des exercices 2014 et 2013, la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien comparativement à l'exercice précédent, a eu un effet positif sur nos dépenses d'amortissement, puisqu'elles sont majoritairement libellées dans cette devise alors que nous publions nos résultats en dollars US.

### ***Perspectives pour l'exercice 2015***

Nous prévoyons que notre dépense d'amortissement des actifs incorporels diminuera au cours de l'exercice 2015 comparativement à 2015 en raison du fait que les technologies acquises liées à l'acquisition de NetHawk Oyj (acquise en 2010) deviendront complètement amorties au cours de l'exercice 2015. Par ailleurs, cette baisse sera compensée en partie par l'effet sur les dépenses d'amortissement des acquisitions récentes de technologies de ByteSphere et Aito.

### **GAIN (PERTE) DE CHANGE**

Les gains et les pertes de change sont attribuables à la conversion d'activités d'exploitation libellées en devises autres que notre monnaie fonctionnelle, qui est le dollar canadien. Une portion importante de nos gains et pertes de change provient de la conversion de nos espèces et de nos soldes d'impôt différé libellés en dollars US. Nous gérons notre exposition au risque de change en partie grâce à des contrats de change à terme et à nos activités d'exploitation libellées en dollars US, en euros et en livres sterling. Cependant, nous demeurons exposés au risque de change et notamment, toute hausse de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US aura un impact négatif sur nos résultats d'exploitation.

Le gain de change s'est élevé à 1,6 million \$ au cours de l'exercice 2014, comparativement à 4,1 millions \$ en 2013 et à une perte de change de 657 000 \$ en 2012.

#### ***Exercice 2014***

Au cours de l'exercice 2014, la valeur de fin de période du dollar canadien a diminué par rapport au dollar US et à l'euro, comparativement à la fin de l'exercice précédent, ce qui a entraîné un gain de change de 1,6 million \$ au cours de cet exercice. La valeur de fin de période du dollar canadien a diminué de 3,0 % par rapport au dollar US pour atteindre 1,0858 \$CA = 1,00 \$US en 2014, comparativement à 1,0530 \$CA = 1,00 \$US à la fin de l'exercice précédent, et de 2,7 % par rapport à l'euro pour atteindre 1,4319 \$CA = 1,00 € en 2014, comparativement à 1,3936 \$CA = 1,00 € à la fin de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 2014, la valeur moyenne du dollar canadien par rapport au dollar US était de 1,0782 \$CA = 1,00 \$US.

#### ***Exercice 2013***

Au cours de l'exercice 2013, la valeur de fin de période du dollar canadien a diminué de façon importante par rapport au dollar US et à l'euro, comparativement à la fin de l'exercice précédent, ce qui a entraîné un gain de change important de 4,1 millions \$ au cours de cet exercice. La valeur de fin de période du dollar canadien a diminué de 6,3 % par rapport au dollar US pour atteindre 1,0530 \$CA = 1,00 \$US en 2013, comparativement à 0,9863 \$CA = 1,00 \$US à la fin de l'exercice précédent, et de 12,0 % par rapport à l'euro pour atteindre 1,3936 \$CA = 1,00 € en 2013, comparativement à 1,2438 \$CA = 1,00 € à la fin de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 2013, la valeur moyenne du dollar canadien par rapport au dollar US était de 1,0107 \$CA = 1,00 \$US.

### **Exercice 2012**

Au cours de l'exercice 2012, la valeur du dollar canadien a été volatile par rapport au dollar US, ce qui s'est traduit par une perte de change de 657 000 \$. La valeur de fin de période du dollar canadien par rapport au dollar US a légèrement diminué de 0,9 % pour atteindre 0,9863 \$CA = 1,00 \$US en 2012, comparativement à 0,9784 \$CA = 1,00 \$US 2011, alors que la valeur moyenne du dollar canadien par rapport au dollar US a été de 1,0094 \$CA = 1,00 \$US en 2012.

Les fluctuations des taux de change ont également un impact sur les différentes rubriques des états des résultats, puisqu'une portion importante de notre coût des ventes et de nos charges d'exploitation est libellée en dollars canadiens, en euros et en roupies indiennes, alors que nous publions nos résultats en dollars US.

### **Comparaison entre l'exercice 2014 et l'exercice 2013**

Au cours de l'exercice 2014, la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne, comparativement à 2013, a eu un effet positif sur nos résultats financiers. En fait, au cours de l'exercice 2014, la valeur moyenne du dollar US a augmenté d'un exercice à l'autre de 6,3 % et 9,7 % respectivement par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne.

### **Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012**

Au cours de l'exercice 2013, la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne, comparativement à 2012, a eu un effet positif sur nos résultats financiers. En fait, au cours de l'exercice 2013, la valeur moyenne du dollar US a augmenté d'un exercice à l'autre de 1,3 % et 7,3 % respectivement par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne.

### **IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES**

Nous avons comptabilisé une dépense d'impôts sur les bénéfices de 4,5 millions \$, 5,7 millions \$ et 3,6 millions \$ respectivement pour les exercices 2014, 2013 et 2012.

Au cours de l'exercice 2014, nous avons enregistré une dépense d'impôts sur les bénéfices de 4,5 millions \$ sur un bénéfice avant impôts sur les bénéfices de 5,3 millions \$. Au cours de l'exercice 2013, nous avons enregistré une dépense d'impôts sur les bénéfices de 5,7 millions \$ sur un bénéfice avant impôts sur les bénéfices de 7,0 millions \$. Ces situations proviennent principalement du fait que nous n'avons pas reconnu d'actifs d'impôt différé pour certaines de nos filiales à perte et que certaines de nos dépenses ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt sur les bénéfices, notamment nos charges de rémunération à base d'actions. Par ailleurs, une portion importante de notre gain de change est créée par la conversion des états financiers de nos filiales étrangères; par conséquent, cette portion du gain n'est pas imposable. Autrement, notre taux d'impôt effectif aurait été plus près de notre taux d'imposition statutaire combiné fédéral et provincial canadien de 27 % pour ces deux exercices.

Au cours de l'exercice 2012, nous avons enregistré une dépense d'impôts sur les bénéfices de 3,6 millions \$ sur une perte avant impôts sur les bénéfices de 22 000 \$. Cette situation provient principalement du fait que nous n'avons pas reconnu d'actifs d'impôt différé pour certaines de nos filiales à perte et que certaines de nos dépenses ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt sur les bénéfices, notamment nos charges de rémunération à base d'actions. Cependant, au cours de l'exercice 2012, nous avons constaté des actifs d'impôt différé antérieurement non constatés pour l'une de nos filiales, ce qui s'est traduit par un recouvrement d'impôt non récurrent de 557 000 \$. Autrement, notre taux d'impôt effectif aurait été plus près de notre taux d'imposition statutaire combiné fédéral et provincial canadien de 27 % pour l'exercice 2012.

Se référer à la note 18 afférente à nos états financiers consolidés pour un rapprochement complet de la provision pour les impôts sur les bénéfices.

## LIQUIDITÉS ET FINANCEMENT

### *Besoins de liquidités et financement*

Au 31 août 2014, nos espèces et nos placements temporaires s'élevaient à 59,8 millions \$, alors que notre fonds de roulement était de 109,3 millions \$. Nos espèces et nos placements temporaires ont augmenté de 9,6 millions \$ au cours de l'exercice 2014 comparativement à 2013. Premièrement, au cours de l'exercice 2014, nos activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 19,8 millions \$. Par ailleurs, nous avons effectué des paiements en espèces de 7,9 millions \$ pour l'achat d'immobilisations, incluant les actifs de ByteSphere et Aito, de 937 000 \$ pour le rachat d'actions dans le cadre de notre programme de rachat d'actions, et de 307 000 \$ pour le remboursement final de notre dette à long terme. De plus, nous avons enregistré une perte de change non réalisée de 1,2 million \$ sur nos espèces et nos placements temporaires. Cette perte de change non réalisée provient de la conversion en dollars US de nos espèces et de nos placements temporaires libellés en dollars canadiens; elle a été comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global au bilan.

Nos placements temporaires sont constitués de titres de créances émis par des sociétés de premier ordre; par conséquent, nous considérons que le risque de non-exécution de ces instruments financiers est limité. Ces titres de créances ne devraient nous soumettre à aucun risque de liquidité important. Aux fins de la gestion de notre trésorerie, nous avons mis en place une politique de gestion de la trésorerie que nous suivons et évaluons sur une base régulière. Nos espèces et nos placements temporaires seront affectés à notre fonds de roulement et à nos besoins généraux, à toute acquisition éventuelle, de même qu'à notre programme de rachat d'actions. Au 31 août 2014, nos espèces incluaient un montant de 30,1 millions \$ qui porte intérêt à un taux de 1,5 %.

Nous croyons que notre solde d'encaisse et nos placements temporaires suffiront à satisfaire à nos besoins prévus en matière de liquidités et de capitaux dans un avenir prévisible, incluant l'impact de notre programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités. En plus de ces actifs, nous disposons de marges de crédit inutilisées de 15,4 millions \$ pour notre fonds de roulement et nos besoins généraux, ainsi que de marges de crédit de 22,0 millions \$ pour couvrir notre exposition aux risques de change relativement à nos contrats de change à terme. Toutefois, de possibles pertes d'exploitation, des frais de restructuration additionnels et/ou de possibles acquisitions d'entreprises, de produits ou de technologies complémentaires peuvent requérir du financement additionnel. Rien ne garantit que du financement additionnel par l'émission d'actions ou de dettes sera disponible lorsqu'il sera requis ou, s'il est disponible, qu'il pourra être garanti en des termes satisfaisants.

Au 31 août 2014, nos engagements relatifs à des contrats de location-exploitation s'élèvent à 2,4 millions \$ en 2015, 1,0 million \$ en 2016, 681 000 \$ en 2017, 158 000 \$ en 2018 et 552 000 \$ en 2019 et par la suite, pour des engagements totaux de 4,8 millions \$.

### *Sources et utilisation des liquidités*

Nous finançons nos activités d'exploitation et comblons nos besoins en matière de dépenses en capital principalement par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, l'utilisation d'espèces et de placements temporaires, ainsi que l'émission d'actions à droit de vote subalterne.

### *Activités d'exploitation*

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 19,8 millions \$ au cours de l'exercice 2014, comparativement aux flux de trésorerie utilisés de 2,0 millions \$ en 2013 et aux flux de trésorerie générés de 25,3 millions \$ en 2012.

### ***Comparaison entre l'exercice 2014 et l'exercice 2013***

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation au cours de l'exercice 2014 sont attribuables au bénéfice net après les éléments sans incidence sur les espèces de 11,5 millions \$, ainsi qu'à l'effet positif de la variation nette de 8,3 millions \$ de nos éléments d'exploitation hors caisse. L'effet positif de la variation nette de nos éléments d'exploitation hors caisse est principalement attribuable à la baisse de nos comptes débiteurs, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 3,6 millions \$ en raison de la baisse des ventes d'un exercice à l'autre et du calendrier des ventes et des encaissements au cours de l'exercice, à la baisse de nos impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à recouvrer, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 1,4 million \$ principalement en raison du recouvrement au cours de l'exercice de crédits d'impôt gagnés lors d'exercices précédents, ainsi qu'à la hausse de nos comptes créditeurs, charges courues, provisions et autres passifs, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 3,8 millions \$ en raison du calendrier des achats et des paiements durant l'exercice. Ces effets positifs ont été compensés en partie par la hausse de nos stocks, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 734 000 \$, afin de faire face à la demande future.

### ***Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012***

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation au cours de l'exercice 2013 étaient attribuables au bénéfice net après les éléments sans incidence sur les espèces de 16,4 millions \$, lequel a été plus que compensé par l'effet négatif de la variation nette de 18,4 millions \$ de nos éléments d'exploitation hors caisse. L'effet négatif de la variation nette de nos éléments d'exploitation hors caisse était principalement attribuable à la hausse de nos comptes débiteurs, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 14,8 millions \$ en raison du calendrier des ventes au cours de l'exercice, à la hausse de nos impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à recouvrer, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 4,2 millions \$ en raison de crédits d'impôt recouvrables gagnés au cours de l'exercice mais non encore recouverts, ainsi qu'à la baisse de nos comptes créditeurs, charges courues, provisions et autres passifs, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 2,6 millions \$ en raison du calendrier des achats et des paiements durant l'exercice. Ces effets négatifs ont été compensés en partie par la baisse de nos stocks, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 2,9 millions \$ en raison de la baisse des ventes d'un exercice à l'autre et de l'amélioration du taux de rotation des stocks durant l'exercice.

### ***Activités d'investissement***

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 8,9 millions \$ au cours de l'exercice 2014, comparativement à 5,0 millions \$ en 2013, et aux flux de trésorerie générés de 13,1 millions \$ en 2012.

### ***Exercice 2014***

Au cours de l'exercice 2014, nous avons acquis (net des ventes) pour 1,0 million \$ de placements temporaires et nous avons effectué des paiements en espèces de 7,9 millions \$ pour l'achat d'immobilisations, incluant les actifs de ByteSphere et Aito.

### ***Exercice 2013***

Au cours de l'exercice 2013, nous avons effectué des paiements en espèces de 8,0 millions \$ pour l'achat d'immobilisations mais nous avons vendu (net des acquisitions) pour 3,0 millions \$ de placements temporaires.

### ***Exercice 2012***

Au cours de l'exercice 2012, nous avons vendu (net des acquisitions) pour 36,9 millions \$ de placements temporaires, mais nous avons effectué des paiements en espèces totalisant 23,8 millions \$ pour l'achat d'immobilisations, principalement pour notre édifice à Montréal, au Canada.

### Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont élevés à 1,0 million \$ au cours de l'exercice 2014, comparativement à 3,6 millions \$ en 2013 et 3,3 millions \$ en 2012.

#### Exercice 2014

Au cours de l'exercice 2014, nous avons racheté du capital social pour un montant de 937 000 \$ et nous avons remboursé notre dette à long terme pour un montant de 307 000 \$. Cependant, nous avons reçu 225 000 \$ à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions.

#### Exercice 2013

Au cours de l'exercice 2013, nous avons racheté du capital social pour un montant de 3,1 millions \$ et nous avons remboursé notre dette à long terme pour un montant de 589 000 \$. Cependant, nous avons reçu 87 000 \$ à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions.

#### Exercice 2012

Au cours de l'exercice 2012, nous avons remboursé notre emprunt bancaire de 782 000 \$, nous avons remboursé notre dette à long terme pour un montant de 577 000 \$ et nous avons racheté du capital social pour 2,2 millions \$. Cependant, nous avons reçu 310 000 \$ à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions.

### CONTRATS DE CHANGE À TERME

Nous sommes exposés au risque de change par les ventes à l'étranger de produits fabriqués au Canada, en Chine et en Finlande, dont la majeure partie est libellée en dollars US et en euros. De plus, nous sommes exposés au risque de change par nos activités de recherche et de développement en Inde (roupies indiennes). Ces risques sont partiellement compensés par des contrats de change à terme. Les contrats de change à terme, qui sont désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie, répondent aux critères de la comptabilité de couverture.

Au 31 août 2014, nous détenons des contrats de change à terme nous permettant de vendre des dollars US contre des dollars canadiens et des roupies indiennes à divers taux de change à terme, lesquels se résument comme suit :

#### Dollars US – dollars canadiens

<u>Dates d'expiration</u>	<u>Montants contractuels</u>	<u>Taux contractuels moyens pondérés</u>
Septembre 2014 à août 2015	22 200 000 \$	1,0666
Septembre 2015 à août 2016	13 400 000	1,0923
Septembre 2016 à décembre 2016	3 400 000	1,1063
Total	39 000 000 \$	1,0789

#### Dollars US – roupies indiennes

<u>Dates d'expiration</u>	<u>Montants contractuels</u>	<u>Taux contractuel moyen pondéré</u>
Septembre 2014 à mars 2015	2 800 000 \$	62,11



La valeur comptable des contrats de change à terme est égale à leur juste valeur, laquelle est basée sur le montant auquel ils pourraient être réglés selon les taux estimatifs du marché. La juste valeur des contrats de change à terme représentait des pertes nettes respectives de 808 000 \$ et 497 000 \$ aux 31 août 2013 et 2014. Le taux de clôture dollar US – dollar canadien était de 1,0858 \$CA = 1,00 \$US alors que le taux de clôture dollar US – roupie indienne était de 60,66 INR = 1,00 \$US au 31 août 2014.

## **CAPITAL SOCIAL**

### ***Capital social***

Le 10 novembre 2014, EXFO avait 31 643 000 actions à droit de vote multiple en circulation, comportant 10 votes chacune, ainsi que 28 682 146 actions à droit de vote subalterne en circulation. Le nombre autorisé d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne est illimité et ces actions n'ont pas de valeur nominale.

## **ENTENTES HORS BILAN**

Au 31 août 2014, nous avons des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de garantie totalisant 408 000 \$ aux fins de nos activités de vente et d'achat; ces lettres de garantie expirent à différentes dates jusqu'en 2017, et ont été réservées à même nos marges de crédit.

## **ENTITÉS STRUCTURÉES**

Au 31 août 2014, nous n'avons aucune participation à des entités structurées.

## **CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS IMPORTANTES**

La préparation d'états financiers conformément aux IFRS exige que nous portions des jugements, posions des hypothèses et fassions des estimations qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs, de produits et de charges, de même que sur la présentation des actifs et des passifs éventuels en date des états financiers. Sur une base régulière, nous réévaluons ces estimations et hypothèses, incluant celles qui sont liées à la juste valeur des instruments financiers, à la provision pour créances irrécouvrables, au montant des crédits d'impôt à recouvrer, aux provisions pour stocks excédentaires et désuets, à la vie utile estimative des immobilisations, à l'évaluation des actifs à long terme, à la dépréciation d'écarts d'acquisition, au montant recouvrable des actifs d'impôt différé, au montant de certaines charges à payer, de provisions et de revenus reportés, ainsi qu'aux charges de rémunération à base d'actions. Nous fondons nos estimations et hypothèses sur l'expérience passée et sur divers facteurs que nous croyons raisonnables dans les circonstances.

### ***Principaux jugements dans l'application des conventions comptables***

#### ***(a) Détermination de la monnaie fonctionnelle***

Nous avons des activités dans plusieurs pays et générons des revenus et incurrons des dépenses dans plusieurs devises dont le dollar canadien, le dollar US, l'euro, la livre sterling, la roupie indienne et le CNY (devise chinoise). La détermination de la monnaie fonctionnelle d'EXFO et de ses filiales peut exiger de porter des jugements importants. Lors de la détermination de la monnaie fonctionnelle d'EXFO et de ses filiales, nous considérons les indicateurs primaires, secondaires et tertiaires. Lorsqu'il existe plusieurs indicateurs s'opposant et que la détermination de la monnaie fonctionnelle n'est pas évidente, nous utilisons notre jugement afin de déterminer la monnaie fonctionnelle.

*(b) Détermination des unités génératrices de trésorerie et attribution des écarts d'acquisition*

Aux fins du test de dépréciation, les écarts d'acquisition doivent être attribués à une unité ou à un groupe d'unités génératrices de trésorerie (UGT) qui bénéficieront des synergies liées au regroupement d'entreprise. L'attribution initiale et de possibles réattributions des écarts d'acquisition à une UGT ou à un groupe d'UGT requièrent du jugement.

**Principales estimations et hypothèses**

*(a) Stocks*

Nous évaluons nos stocks au moindre du coût, déterminé selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de réalisation nette, et nous établissons des provisions pour les stocks excédentaires et désuets. Nous établissons ces provisions selon les quantités en inventaire à la date du bilan et en fonction des besoins prévus pour soutenir les ventes futures de nos produits. Ces besoins prévus sont estimés sur une période de 12 mois en tenant compte des changements quant à la demande, à la technologie et au marché. Il est possible que des provisions supplémentaires de stocks soient requises si les ventes sont inférieures aux prévisions ou en cas de modifications significatives à la répartition de nos produits vendus par rapport à nos prévisions, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats futurs.

*(b) Impôts sur les bénéfices*

Nous sommes soumis aux lois et aux règles fiscales dans plusieurs juridictions. En vertu de ces lois et règles, des incertitudes existent quant à l'interprétation de lois et de règles fiscales complexes et quant au montant et au moment de la réalisation de revenu imposable futur. Nous maintenons des provisions pour les positions fiscales incertaines, lesquelles, à notre avis, reflètent adéquatement notre risque en fonction de notre interprétation des lois et des règles. De plus, nous avons fait des estimations et posé des hypothèses raisonnables afin de déterminer le montant d'actif d'impôt différé qui peut être reconnu dans les états financiers consolidés, selon le calendrier et le niveau probables de revenu imposable futur, en tenant compte, le cas échéant, de stratégies de planification fiscale. Le recouvrement ultime de nos actifs d'impôt différé dépend de la réalisation de revenu imposable futur suffisant au cours des périodes où ces actifs se réaliseront.

Au 31 août 2014, nous avons des actifs d'impôt différé au bilan s'élevant à 9,8 millions \$ principalement reliés aux pertes fiscales reportées aux États-Unis. Afin de recouvrer ces actifs d'impôt différé, nous devons générer environ 25 millions \$ en bénéfice avant impôts sur les bénéfices aux États-Unis. Afin de générer 25 millions \$ en bénéfice avant impôts sur les bénéfices aux États-Unis sur la période estimative de recouvrement de six ans, nous devons générer un taux de croissance annuel composé (TCAC) du bénéfice avant impôts sur les bénéfices de 9 %, ce que nous estimons probable. Nos pertes fiscales aux États-Unis peuvent être reportées sur une période de vingt ans.

*(c) Crédits d'impôt à recouvrer*

Les crédits d'impôt sont comptabilisés lorsque nous avons l'assurance raisonnable que nous nous sommes conformés et que nous continuerons de nous conformer à toutes les exigences liées aux crédits d'impôt et que ces derniers seront encaissés. Le recouvrement ultime de nos crédits d'impôt non remboursables dépend de la réalisation de revenu imposable futur suffisant au cours des périodes de report des crédits d'impôt. Nous avons posé des hypothèses et fait des estimations raisonnables afin de déterminer le montant de crédits d'impôt non remboursables pouvant être comptabilisés aux états financiers consolidés, en fonction du calendrier et du niveau probables de revenu imposable futur, en tenant compte, le cas échéant, de stratégies de planification fiscale.

Au 31 août 2014, les crédits d'impôt à la recherche et au développement non remboursables comptabilisés au bilan totalisaient 42,9 millions \$. Afin de recouvrer ces crédits d'impôt à la recherche et au développement non remboursables, nous devons générer environ 277 millions \$ (301 millions \$CA) en bénéfice avant impôts sur les bénéfices au niveau fédéral canadien et environ 13 millions \$ au niveau provincial canadien. Afin de générer 277 millions \$ en bénéfice avant impôts sur les bénéfices au niveau fédéral canadien sur la période estimative de recouvrement de 18 ans, nous devons générer un taux de croissance annuel composé (TCAC) du bénéfice avant impôts sur les bénéfices de 4 % sur cette période, ce que nous estimons probable. Nos crédits d'impôt à la recherche et au développement non remboursables peuvent être reportés sur une période de vingt ans.

*d) Dépréciation d'actifs non financiers*

Une baisse de valeur existe lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs (unité génératrice de trésorerie (UGT)) excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable représente le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et de la valeur d'utilité. L'évaluation de la juste valeur diminuée des coûts de sortie est basée sur les données disponibles pour des transactions fermes sans lien de dépendance, incluant les données de transactions récentes d'actifs similaires dans le même secteur d'activité, lorsqu'elles sont disponibles, les données disponibles sur des prix de marchés actifs observables, moins les coûts de vente marginaux, ou la valeur à la cote des actions de la société. Pour appuyer ces données ou lorsque ces données ne sont pas disponibles, nous utilisons des flux de trésorerie actualisés. La préparation de flux de trésorerie actualisés requiert l'établissement d'estimations et d'hypothèses, incluant nos prévisions des taux de croissance futurs, des frais d'exploitation et des marges bénéficiaires, ainsi que des taux d'actualisation pour chacune des UGT.

*i) Taux de croissance*

Les hypothèses utilisées sont basées sur les taux de croissance historiques, les budgets internes, les prévisions de croissance futures des ventes, nos opportunités de ventes, ainsi que les tendances de l'industrie et du marché. Nous projetons les ventes, le bénéfice d'exploitation et les flux de trésorerie pour des périodes de cinq ans, et nous appliquons par la suite un taux de croissance perpétuel à long terme.

*ii) Taux d'actualisation*

Le taux d'actualisation que nous utilisons représente notre coût moyen pondéré du capital, majoré d'une prime de risque afin de prendre en considération les risques spécifiques de l'UGT, le cas échéant.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2014, nous avons effectué notre test de dépréciation annuel des écarts d'acquisition de nos deux UGT, EXFO et Brix.

Nous avons utilisé une approche de marché (multiples de ventes), basée sur des transactions comparables récentes dans notre secteur d'activité, appuyée par une analyse de notre valeur d'entreprise, dérivée de notre capitalisation boursière, afin de déterminer la valeur recouvrable de l'UGT EXFO.

Nous avons utilisé une combinaison d'une approche de marché (multiples de ventes), basée sur des transactions comparables récentes dans notre secteur d'activité, et de flux de trésorerie actualisés, afin de déterminer la valeur recouvrable de l'UGT Brix.

Les multiples de ventes de transactions comparables récentes pour les deux UGT se situaient entre 1,9 et 5 fois les ventes. Ces transactions sont survenues au cours des années civiles 2013 et 2014.

Les flux de trésorerie actualisés de l'UGT Brix ont été basés sur des projections de cinq ans établies par la direction. Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie actualisés, nous avons utilisé un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 23 % sur cinq ans et un taux de croissance perpétuel de 2 % par la suite. Nous avons utilisé un taux d'actualisation de 18 %. En fonction de ces estimations utilisées dans le calcul des flux de trésorerie actualisés, ainsi qu'un multiple de ventes de 2,0 fois les ventes de l'exercice 2014, la valeur recouvrable de l'UGT Brix excédait sa valeur comptable nette de 49 %. Le TCAC sur cinq ans utilisé dans le calcul des flux de trésorerie actualisés ne reflète pas l'expérience passée. Nous avons déterminé le TCAC sur cinq ans en fonction d'études de marché récentes, des répercussions de l'introduction de nouveaux produits et ceux à être lancés, ainsi que de nos opportunités de ventes.

La valeur recouvrable de l'UGT Brix serait égale à sa valeur comptable nette en utilisant un TCAC sur cinq ans de 8 %, ce qui est en deçà de nos attentes alors que nous prévoyons que le marché devrait croître de 10 % à 15 % (excluant des gains de parts de marché) au cours de la période de cinq ans utilisée dans le calcul des flux de trésorerie actualisés de cette UGT, ou en utilisant un multiple de ventes de 1 fois les ventes de l'exercice 2014.

Au 31 août 2014, la valeur recouvrable des deux UGT était supérieure à leur valeur comptable nette.

Au 31 août 2014, les écarts d'acquisition se répartissaient comme suit entre les deux UGT :

UGT EXFO	10 465 000 \$
UGT Brix	16 023 000
Total	<u>26 488 000 \$</u>

## NOUVELLES NORMES IFRS ET AMENDEMENTS

### *Adoptés au cours de l'exercice 2014*

Nous avons adopté les nouvelles normes et amendements suivants en date du 1<sup>er</sup> septembre 2013. Ces changements ont été effectués conformément aux dispositions transitoires applicables.

#### *Consolidation*

La norme IFRS 10, « États financiers consolidés », exige d'une entité qu'elle consolide une autre entité lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables découlant de sa participation à l'entité contrôlée, et qu'elle a le pouvoir d'influencer ces rendements au moyen de son pouvoir sur l'entité contrôlée. La norme IFRS 10 remplace la norme du *Standing Interpretations Committee* (« SIC ») 12, « Consolidation — Entités ad hoc », et certaines sections de la norme IAS 27, « États financiers consolidés et individuels ». L'adoption de la norme IFRS 10 n'a pas eu de répercussions sur nos états financiers consolidés.

#### *Partenariats*

La norme IFRS 11, « Partenariats », exige d'un coentrepreneur de classer sa participation à un partenariat comme une coentreprise ou une activité commune. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que pour une activité commune, le coentrepreneur reconnaît sa quote-part des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'activité commune. La norme IFRS 11 remplace la norme IAS 31, « Participations dans des coentreprises », ainsi que la norme SIC 13, « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'adoption de la norme IFRS 11 n'a pas eu de répercussions sur nos états financiers consolidés.

### *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*

La norme IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », établit les exigences de divulgation des participations à d'autres entités, telles que les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées. La norme reprend certaines obligations de divulgation existantes et introduit d'importantes exigences de divulgations supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations d'une entité à d'autres entités. L'adoption de la norme IFRS 12 n'a pas eu de répercussions sur nos états financiers consolidés.

### *Évaluation de la juste valeur*

La norme IFRS 13, « Évaluation de la juste valeur », est une norme détaillée portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir à cet effet, applicables à l'ensemble des normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu de la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre participants du marché, à la date d'évaluation. Elle établit également les informations à fournir sur l'évaluation de la juste valeur. En vertu des IFRS existantes, les règles concernant l'évaluation et la présentation de la juste valeur se retrouvent dispersées à travers les différentes règles requérant l'évaluation à la juste valeur, et dans plusieurs cas, elles ne représentent pas une base d'évaluation claire et une présentation uniforme. L'adoption de la norme IFRS 13 n'a pas requis d'ajustements aux techniques d'évaluation que nous utilisons pour évaluer la juste valeur. Nous avons fourni les informations supplémentaires requises dans nos états financiers consolidés.

### *Instruments financiers*

La norme IFRS 7, « Instruments financiers : Informations à fournir », a été amendée afin d'y inclure de nouvelles exigences en matière de compensation d'actifs et de passifs financiers. L'adoption de ces amendements n'a pas eu de répercussions sur nos états financiers consolidés.

### ***Émis et à adopter après l'exercice 2014***

#### *Instruments financiers*

La norme IFRS 9, « Instruments financiers », a été émise en octobre 2010, et elle remplacera la norme IAS 39, « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation ». La norme IFRS 9 utilise une approche unique afin de déterminer si un actif financier doit être mesuré au coût amorti ou à la juste valeur, ce qui remplace plusieurs règles de la norme IAS 39. L'approche préconisée par la norme IFRS 9 est basée sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers dans le cadre de son modèle d'affaires et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie associés aux actifs financiers. La plupart des exigences de la norme IAS 39 quant au classement et à l'évaluation des passifs financiers ont été reprises dans la norme IFRS 9. La nouvelle norme exige également l'utilisation d'une méthode unique d'évaluation des baisses de valeur, remplaçant les multiples méthodes de la norme IAS 39. Des exigences relatives à la comptabilité de couverture, qui représentent un nouveau modèle de comptabilité de couverture, ont également été ajoutées à la norme IFRS 9. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et doit être adoptée de façon rétrospective. Nous n'avons pas encore évalué les répercussions de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

### *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*

La norme IFRS 15, « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients », a été émise en mai 2014. L'objectif de cette nouvelle norme est de fournir un cadre de référence unique et complet pour la constatation des produits pour tous les contrats avec des clients afin d'accroître la comparabilité. Cette nouvelle norme énonce les principes qu'une entité appliquera afin de mesurer les produits et de déterminer le moment de leur constatation. Le principe de base est qu'une entité constate les produits pour décrire le transfert des biens ou des services à un client pour un montant qui reflète le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie de ces biens ou services. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. L'adoption anticipée est permise. Nous n'avons pas encore évalué les répercussions de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés, ni pris la décision d'adopter ou non de façon anticipée cette nouvelle norme.

## **RISQUES ET INCERTITUDES**

Au cours des derniers exercices, nous avons géré nos activités dans un environnement difficile, consacré d'importants efforts à la recherche et au développement de produits nouveaux et innovateurs destinés aux marchés à fort potentiel de croissance de notre secteur, continué le développement de nos marchés national et international, et conclu des acquisitions stratégiques. Toutefois, nous évoluons dans un domaine très concurrentiel et complexe qui est en constant changement, comportant des facteurs de risques et d'incertitudes variés dont nous devons tenir compte adéquatement dans nos politiques de gestion stratégique.

Notre entreprise est sensible aux conditions économiques générales en Amérique du Nord et à travers le monde, et plus particulièrement aux conditions du marché dans l'industrie des télécommunications. Par le passé, nos résultats d'exploitation ont été touchés par la réduction des investissements dans le secteur des télécommunications en Amérique du Nord, en Europe et en Asie et par des conditions économiques générales défavorables. Notamment, les ventes effectuées auprès des opérateurs de réseaux en Amérique du Nord ont été sérieusement touchées par le ralentissement dans l'industrie des télécommunications de 2001 et par la récession mondiale de 2009. Des conditions de marché difficiles ont refait surface en 2012 et ont continué tout au long de 2014, alors que les opérateurs de réseaux ont resserré leurs dépenses en capital en réponse à la complexité du déploiement des réseaux à convergence IP. L'éventualité d'une autre récession ou d'un ralentissement dans les régions ou marchés critiques pourrait avoir un effet négatif sur notre entreprise, nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

Notre monnaie fonctionnelle est le dollar canadien. Nous sommes exposés au risque de change lié à l'exportation de nos produits fabriqués au Canada, en Chine et en Finlande; la majeure partie de ces ventes est libellée en dollars US et en euros, alors qu'une portion importante de notre coût des ventes et de nos charges d'exploitation est libellée en dollars canadien, en euros, en livres sterling, en roupies indiennes et en CNY (devise chinoise). Par conséquent, bien que nous gérons dans une certaine mesure notre exposition au risque de change par des contrats de change à terme (par la vente de dollars US contre des dollars canadiens et des roupies indiennes) et par certains éléments du coût des ventes et certaines charges d'exploitation libellées en devises autres que le dollar canadien, notamment en dollars US et en euros, nous demeurons exposés aux variations des taux de change entre le dollar canadien d'une part, et le dollar US, l'euro et d'autres devises d'autre part. Toute hausse de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US et à d'autres devises, ou toute variation entre la valeur du dollar canadien et les taux contractuels de nos contrats de change à terme pour vendre des dollars US contre des dollars canadiens pourraient se traduire par des pertes de change et avoir un effet négatif sur nos résultats d'exploitation.

Les fluctuations des taux de change ont également un impact sur les différentes rubriques des états des résultats, puisqu'une portion importante de notre coût des ventes et de nos charges d'exploitation est libellée en dollars canadiens, en euros et en roupies indiennes, alors que nous publions nos résultats en dollars US. Toute baisse de la valeur du dollar US par rapport au dollar canadien et d'autres devises pourrait avoir un effet négatif sur nos résultats.

Les principaux risques et incertitudes liés à l'industrie des tests et de l'assurance de services de télécommunications se traduisent notamment par le développement rapide de nouveaux produits ayant de courts cycles de vie et exigeant le déploiement d'efforts importants en recherche et en développement, par les difficultés de prédire la taille et les tendances du marché ainsi que les besoins des clients, par la capacité d'adapter rapidement notre structure de coûts aux conditions changeantes du marché de façon à être rentables et par les difficultés de retenir du personnel hautement qualifié.

Compte tenu de nos objectifs stratégiques de croissance et de positionnement concurrentiel dans notre industrie, nous développons le marché international, notamment par l'exploitation de nos activités manufacturières en Chine et de développement de logiciels en Inde et par l'exploitation d'autres filiales dans plusieurs pays, ce qui nous expose à certains risques et incertitudes liés aux changements des lois et des règlements, aux standards technologiques multiples, aux règlements de protection, à la pression sur les prix, aux différences culturelles et à la gestion d'activités dans divers pays.

La conclusion d'acquisitions stratégiques et essentielles à notre croissance à long terme, comme celles qui ont été effectuées dans le passé et celles qui sont possibles dans le futur, nous expose également à des risques et incertitudes liés à l'intégration rapide et efficace des entreprises acquises, de leurs produits, de leurs technologies et de leur personnel. Enfin, l'intégration d'acquisitions futures requerra la participation des membres de la haute direction, ce qui pourrait détourner leur attention de leurs activités quotidiennes de gestion de l'entreprise et des opérations.

L'environnement économique de notre industrie pourrait également engendrer certaines difficultés chez nos clients et ainsi avoir une influence défavorable sur nos résultats, notamment sur les ventes futures et le recouvrement des comptes débiteurs. Toutefois, la diversité sectorielle et géographique de notre clientèle nous offre une protection raisonnable à cet égard. Enfin, les autres instruments financiers qui pourraient nous assujettir à des risques de crédit se composent principalement d'espèces, de placements temporaires et de contrats de change à terme. Nos placements temporaires représentent des titres de créances émis par des sociétés de premier ordre. Les espèces et les contrats de change à terme sont détenus ou émis par des institutions financières de premier ordre. Par conséquent, nous estimons que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est minime.

Nous dépendons d'un nombre limité de fournisseurs pour certaines pièces servant à fabriquer nos produits et à l'égard desquelles des fournisseurs de rechange ne sont pas nécessairement disponibles. De plus, toutes nos commandes sont passées individuellement, ce qui implique que nos fournisseurs peuvent éprouver des difficultés, subir les conséquences de catastrophes naturelles, avoir des retards ou cesser de nous approvisionner à tout moment. Le fait de dépendre d'un fournisseur unique ou d'un nombre limité de fournisseurs pourrait augmenter les coûts, nous causer des difficultés de livraison et diminuer le contrôle que nous exerçons sur le prix et la qualité des produits. Toute interruption ou tout délai dans l'approvisionnement de ces pièces pourrait sensiblement nuire à notre capacité de respecter le calendrier des livraisons de produits à nos clients et ainsi nous faire perdre des ventes. En outre, le processus d'accréditation d'un nouveau fournisseur de pièces complexes, conçues selon nos spécifications, comme nos pièces optiques, électroniques et mécaniques, est long et exigerait de notre personnel technique et de direction d'y consacrer beaucoup de temps. Si nous étions appelés à changer de fournisseur à brève échéance, notre entreprise en serait perturbée. De plus, nous pourrions ne pas réussir à trouver un nouveau fournisseur capable ou désireux de répondre à nos besoins à des conditions que nous jugerions acceptables.

Pour obtenir une meilleure compréhension des facteurs de risque pouvant nous toucher, se référer aux facteurs de risque décrits dans nos documents de divulgation publiés auprès des commissions des valeurs mobilières au [www.EXFO.com](http://www.EXFO.com), au [www.sedar.com](http://www.sedar.com) au Canada ou au [www.sec.gov/edgar.shtml](http://www.sec.gov/edgar.shtml) aux États-Unis.

## MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous fournissons des mesures non conformes aux IFRS (soit le bénéfice brut\* et le BAIIA ajusté\*\*) à titre d'information supplémentaire au sujet de notre rendement opérationnel. Nous utilisons ces mesures afin d'évaluer notre rendement financier de façon historique et prospective, ainsi que de mesurer notre rendement par rapport à nos concurrents. Ces mesures nous aident également à planifier et à établir des prévisions quant aux périodes futures ainsi qu'à prendre des décisions opérationnelles et stratégiques. Nous croyons que le fait de fournir cette information aux investisseurs leur permet de voir la société à travers les yeux de la direction, et de mieux comprendre notre rendement passé et futur.

Cette information supplémentaire n'est pas établie en conformité avec les IFRS. Par conséquent, elle n'est pas nécessairement comparable à celle qui est présentée par d'autres sociétés et devrait être considérée comme un supplément d'information, et non un substitut, aux mesures correspondantes établies selon les IFRS.

\* Le bénéfice brut représente les ventes moins le coût des ventes, excluant l'amortissement.

\*\* Le BAIIA ajusté représente le bénéfice net (perte nette) avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement, frais de restructuration, variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle en espèces, charges de rémunération à base d'actions et gain ou perte de change.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement du BAIIA ajusté et du bénéfice net (perte nette) selon les IFRS, en milliers de dollars US :

### BAIIA ajusté (non audité)

	Exercices terminés les 31 août		
	2014	2013	2012
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice selon les IFRS	783 \$	1 341 \$	(3 593) \$
Ajouter (déduire):			
Amortissement des immobilisations corporelles	4 995	6 028	6 169
Amortissement des actifs incorporels	4 398	6 643	7 819
Intérêts et autres revenus	(326)	(113)	(131)
Impôts sur les bénéfices	4 479	5 664	3 571
Frais de restructuration	–	89	2 329
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle en espèces	–	–	(311)
Charges de rémunération à base d'actions	1 696	1 768	1 862
(Gain) perte de change	(1 634)	(4 082)	657
BAIIA ajusté pour l'exercice	<u>14 391 \$</u>	<u>17 338 \$</u>	<u>18 372 \$</u>
BAIIA ajusté en pourcentage des ventes totales	<u>6,2 %</u>	<u>7,2 %</u>	<u>7,3 %</u>



**SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE PAR TRIMESTRE <sup>1</sup> (non auditée)**

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars US, sauf les données par action)

	<b>1<sup>er</sup> trimestre</b>	<b>2<sup>e</sup> trimestre</b>	<b>3<sup>e</sup> trimestre</b>	<b>4<sup>e</sup> trimestre</b>	<b>Exercice terminé le 31 août</b>
<b>2014</b>					
Ventes	56 003 \$	51 179 \$	63 882 \$	59 742 \$	230 806 \$
Coût des ventes <sup>2</sup>	21 185 \$	20 073 \$	23 469 \$	22 109 \$	86 836 \$
Bénéfice net (perte nette)	(747) \$	(1 339) \$	1 665 \$	1 204 \$	783 \$
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action <sup>3</sup>	(0,01) \$	(0,02) \$	0,03 \$	0,02 \$	0,01 \$
	<b>1<sup>er</sup> trimestre</b>	<b>2<sup>e</sup> trimestre</b>	<b>3<sup>e</sup> trimestre</b>	<b>4<sup>e</sup> trimestre</b>	<b>Exercice terminé le 31 août</b>
<b>2013</b>					
Ventes	59 821 \$	62 576 \$	58 865 \$	60 888 \$	242 150 \$
Coût des ventes <sup>2</sup>	23 657 \$	23 664 \$	22 574 \$	22 574 \$	92 469 \$
Bénéfice net (perte nette)	(1 638) \$	39 \$	(862) \$	3 802 \$	1 341 \$
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action	(0,03) \$	0,00 \$	(0,01) \$	0,06 \$	0,02 \$

- 1) L'information financière par trimestre a été préparée selon les IFRS, telles que publiées par le Bureau international des normes comptables. La monnaie de présentation est le dollar US alors que la monnaie fonctionnelle est le dollar canadien.
- 2) Le coût des ventes n'inclut pas l'amortissement.
- 3) Les données par action sont calculées indépendamment pour chacun des trimestres. Ainsi, la somme des données trimestrielles n'est pas égale à l'information annuelle correspondante.

**Analyse des ventes trimestrielles**

Au cours de l'exercice 2014, les ventes ont diminué de 4,7 % pour atteindre 230,8 millions \$, comparativement à 242,2 millions \$ en 2013. Se référer à la section « ventes et commandes », ailleurs dans le présent document, pour des explications au sujet de la baisse des ventes d'un exercice à l'autre. Sur une base trimestrielle, nos ventes peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre en raison du calendrier et de l'importance des commandes.

Au cours des deux premiers trimestres de l'exercice 2014, nos ventes ont souffert des conditions de marché qui ont été plus difficiles que prévu, notamment en Amérique, en raison de retards dans les commandes et d'un niveau de dépenses plus faible, notamment chez nos clients importants. Les projets et les initiatives stratégiques n'ont pas été annulés mais plutôt repoussés à plus tard dans l'année civile 2014. De plus, bien que les commandes aient augmenté d'un exercice à l'autre lors du deuxième trimestre de l'exercice 2014, les commandes ont été reçues en fin de trimestre, en raison de l'approbation tardive des budgets, ne nous laissant pas suffisamment de temps pour toutes les expédier et les constater dans les ventes durant le trimestre, ce qui a repoussé leur constatation dans les ventes au trimestre suivant.

De plus, au cours du premier trimestre de l'exercice 2013, nous avons bénéficié dans une certaine mesure de dépenses budgétaires de fin d'année civile de la part des opérateurs de réseaux en Amérique, alors qu'au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, nous n'avons bénéficié d'aucunes dépenses budgétaires de fin d'année civile en raison d'une gestion serrée des budgets.

Également, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013, nous avons expédié d'importantes commandes de nos solutions de test sur cuivre à certains grands opérateurs de réseaux nord-américain. Nous n'avons pas eu de telles commandes au cours de la même période du présent exercice, ce qui a réduit nos ventes d'un exercice à l'autre lors du deuxième trimestre.

Dans l'ensemble, au cours de la première moitié de l'exercice 2014, les commandes ont atteint 116,5 millions \$ comparativement à 117,7 millions \$ lors de la même période en 2013.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, nous avons enregistré une hausse des ventes dans chacun des secteurs géographiques (Amérique, Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMOA) et Asie-Pacifique). En fait, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, nous avons expédié et constaté des commandes reçues tardivement lors du trimestre précédent (rapport commandes-facturation du deuxième trimestre de l'exercice 2014 de 1,15), ce qui a eu un effet positif sur nos ventes du trimestre. De plus, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, nous avons bénéficié de projets et d'initiatives stratégiques qui avaient été repoussées à plus tard au cours de l'exercice 2014 par les clients, ce qui s'est également traduit par une hausse de 7,6 % de nos commandes d'un exercice à l'autre au cours du troisième trimestre.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2014, les ventes ont totalisé 59,7 millions \$, ce qui représente une légère baisse comparativement aux 60,9 millions \$ de la même période de l'exercice précédent. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2014, le calendrier des commandes reçues et expédiées durant le trimestre explique la baisse des ventes d'un exercice à l'autre, puisque les commandes ont atteint 57,3 millions \$ durant le trimestre, ce qui représente une hausse de 6,3 % comparativement aux 54,0 millions \$ de la même période de l'exercice précédent.

Enfin, tout au long de l'exercice 2014, nous avons enregistré dans nos ventes des pertes de change plus importantes sur nos contrats de change à terme, ce qui a eu un effet négatif sur nos ventes trimestrielles d'un exercice à l'autre. Pour l'ensemble de l'exercice 2014, nous avons enregistré dans nos ventes des pertes de change de 909 000 \$ comparativement à des gains de change de 380 000 \$ en 2013.

### ***Résultats du quatrième trimestre***

#### ***Bénéfice brut***

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2014, notre bénéfice brut a atteint 63,0 % en très légère hausse comparativement à 62,9 % au cours de la même période de l'exercice précédent.

#### ***Bénéfice net***

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2014, nous avons généré un bénéfice net de 1,2 million \$, ou 0,02 \$ l'action diluée, comparativement à 3,6 millions \$, ou 0,06 \$ l'action, au cours de la même période de l'exercice précédent.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2014, nous avons enregistré une perte de change de 334 000 \$ comparativement à un gain de 1,3 million \$ lors de la même période de l'exercice précédent, en raison des fluctuations des taux de change de fin de période. Il en a résulté une baisse de 1,6 million \$ de notre bénéfice net d'un exercice à l'autre.

De plus, lors du quatrième trimestre de l'exercice 2014, la baisse de notre bénéfice brut en dollars, combinée à des charges d'exploitation légèrement supérieures comparativement à la même période de l'exercice précédent, s'est traduite par une baisse de notre bénéfice net d'un exercice à l'autre. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2014, nos charges d'exploitation ont augmenté d'un exercice à l'autre, notamment nos frais de recherche et de développement nets, en raison de la baisse des taux de crédits d'impôt à la recherche et au développement statutaire fédéral canadien et provincial.

Enfin, au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2014, nous avons encouru une dépense d'impôts sur les bénéfices de 1,4 million \$, sur un bénéfice avant impôts sur les bénéfices de 2,7 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 54,6 %, comparativement à une dépense d'impôts sur les bénéfices de 1,5 million \$, sur un bénéfice de 5,3 millions \$ pour un taux d'impôt effectif de 28,9 % au cours de la même période de l'exercice précédent. Cette hausse du taux effectif d'impôt s'est traduite par une baisse de notre bénéfice net d'un exercice à l'autre.